



Multinationales, régimes de production et conflits du travail en Amérique latine

Journée d'étude, 11 février 2025, Université Rennes 2

En Amérique Latine, il existe aujourd'hui une littérature abondante sur les choix économiques opérés par les États depuis les années 1980-1990, marqués par l'ouverture au marché mondial, les politiques de libéralisation et l'adoption – ou plutôt le réinvestissement – d'un mode d'accumulation basé l'exploitation de matières premières, communément qualifié de (néo-)extractiviste (Gudynas, 2009 ; Svampa, 2019). Ce modèle de développement a impliqué une forte internationalisation du capital, d'origine occidentale mais aussi latinoaméricaine, avec l'affirmation d'entreprises « translatines » (Cepal, 2015). Sans être nouveau dans l'histoire de la région, ce processus renforce le poids des entreprises multinationales et contribue à en faire des acteurs économiques de premier plan, dont le nombre, la taille et les profits ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies (Ventrici et al. 2018).

On connaît pourtant encore assez mal les manières avec lesquelles ces grandes entreprises façonnent et régulent les territoires et les populations, redéfinissent les contours et les modalités de la conflictualité sociale ou, pour le dire d'une formule, transforment l'exercice du pouvoir et les formes de l'autorité politique (Grajales, Vadot, 2020). Sur le sujet, des études sur les industries extractives documentent le travail des multinationales pour neutraliser la critique, en articulant notamment une répression des mobilisations sociales avec des efforts pour apparaître en acteurs au service du développement local (Allain, 2024 ; Lebeau-pin-Salamon, 2024), non sans certaines continuités avec des périodes historiques antérieures (Dinius, Vergara, 2011).

Toutefois, dans ces études consacrées à l'ancrage politique des entreprises, tout se passe le plus souvent comme si les politiques d'entreprise étaient exclusivement tournées vers l'environnement extérieur, les communautés locales voire la société dans son ensemble. Or, ces politiques visent aussi, et peut-être d'abord, à contrôler, enrôler et façonner les subjectivités de ceux et celles qui sont directement aux prises avec les activités productives, à savoir les travailleurs et les travailleuses (Rouxel, Yon, 2023a). Sur ce point, des études suggèrent d'ailleurs que les entreprises multinationales en Amérique Latine importent et promeuvent des modes de gestion à la fois hétérogènes et singuliers, que ce soit en matière d'emploi, d'organisation du travail ou de gestion du fait syndical (Cretini et al., 2022).

Cette journée d'étude, qui se tiendra à l'Université Rennes 2 le 11 février 2025, prend pour parti pris que la production de l'ordre économique et politique en Amérique Latine doit être davantage envisagée à l'aune de ce qui se joue au niveau des relations de travail de ces entreprises. Elle se donne pour objectif de rassembler une communauté de chercheurs et de chercheuses pour réfléchir, à partir d'une diversité de terrains et d'enquêtes, à la pluralité des « régimes de production » (Burawoy, 2015 [1979]) et des formes d'engagement et de citoyenneté au travail qui coexistent à l'échelle du continent. Deux séries d'interrogations pourront être explorées par les différentes contributions :

- D'une part, comment les entreprises multinationales s'attachent-elles à mobiliser et à contrôler la main d'œuvre qu'elles emploient ? Promeuvent-elles des formes spécifiques de participation sociale et politique auprès de leurs propres salariés ? On le sait, les entreprises

peuvent chercher en priorité à s'attacher le consentement des travailleurs et des travailleuses *via* des tentatives d'intégration ou de cooptation, notamment dans le cadre de leurs initiatives en matière de « responsabilité sociale et environnementale » (Buu-Sao, 2021). Mais elles peuvent aussi opter pour des politiques davantage coercitives, adossées à un discours et des pratiques ouvertement antisyndicales, impliquant éventuellement le concours de groupes criminels ou paramilitaires (Delpech, 2014 ; Gill, 2016). Comment ces politiques se déploient-elles selon les espaces et les secteurs d'activité, mais aussi le territoire d'origine des multinationales ? Dans quelle mesure peuvent-elles se combiner ?

- D'autre part, comment les salarié.es réagissent-ils à ces politiques d'entreprise ? Ces tentatives d'encadrement suscitent-elles de la passivité, de l'adhésion, du rejet ? Nourrissent-elles de nouveaux clivages au sein des collectifs de travail ? A rebours de l'hypothèse d'un nouveau « despotisme hégémonique » (Burawoy, 1985), des enquêtes récentes soulignent la persistance de formes plurielles de protestation et de résistances au travail, y compris dans des entreprises de plateforme privilégiant le recours à des formes d'« infra-emploi » dépourvues d'instances de représentation collective (Atzeni, 2023). D'autres insistent sur l'importance des ordres juridiques nationaux et des systèmes de relations professionnelles hérités du corporatisme, plus ou moins favorables selon les pays à l'émergence ou au maintien de contre-pouvoirs syndicaux (Soul, 2023). Dans le même temps, des travaux montrent aussi combien des entreprises multinationales parviennent aujourd'hui à consolider une forme de « citoyenneté d'entreprise », à travers laquelle certaines fractions de salariés reprennent à leur compte une vision communautaire de l'entreprise et embrassent les valeurs et les causes légitimées par leurs dirigeants (Rouxel, Yon, 2023b), parfois par-delà les frontières et les singularités nationales (Soul, 2022).

Dans le sillage d'autres initiatives récentes¹, les réflexions relatives aux enjeux et aux difficultés méthodologiques liés à l'étude des entreprises multinationales en Amérique Latine seront également bienvenues. Les propositions de communication prendront la forme d'un résumé détaillé, d'une longueur suggérée de **1200 mots**. Elles doivent être présentées en français ou en espagnol (l'espagnol sera la langue de travail privilégiée pendant la journée) et doivent exposer les questions de recherche, la méthodologie et l'enquête sur laquelle s'appuie l'analyse, ainsi qu'une bibliographie indicative. La date limite est fixée au **15 décembre 2024**.

Les propositions sont à envoyer aux deux organisateur.ices de la journée :

- Pierre Rouxel (Université Rennes 2, Arènes, pierre.rouxel@univ-rennes2.fr)
- Julia Soul (CONICET, CEIL, mjsoul@gmail.com)

Bibliographie :

Allain M., « Gouverner le territoire minier. Entreprises extractives et développement local au Chili », *Critique Internationale*, 2024, vol. 2, n°103, pp.139-163.

Atzeni M., « The Labour Process and Workers' Rights at Mercado Libre: Hiding Exploitation Through Regulation in the Digital Economy », *Work in the Global Economy*, vol. 3, n°2, 2023, pp. 181-200.

Burawoy M., *Produire le consentement*, Paris, La Ville brûle, 2015 [1979].

Burawoy M., *The Politics of Production*, Londres, Verso, 1985.

¹ « Enquêter sur les entreprises extractives. Regards croisés Amérique Latine - Afrique », journée d'études du CREDA, Campus Condorcet, Aubervilliers, 28/09/2023.

Buu-Sao D., « Extractive Governmentality at Work: Native Appropriations of Oil Labor in the Amazon », *International Political Sociology*, vol.15, n°1, 2021, pp. 63–82.

CEPAL, « La Inversión Extranjera Directa en América Latina y el Caribe », 2015, URL: http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/38214/S1500535_es.pdf

Delpech Q., *Mobilisations syndicales et violences au Sud : protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala*, Paris, Karthala, 2014.

Cretini I., Delfini M., Erbes A., Quadrana A. (ed.) *Empresas multinacionales en la Argentina : representación, inserción sectorial y trabajo*, Los Polvorines, Ediciones UNGS, 2022.

Dinius J., Vergera, A. (ed.), *Company Towns in the Americas : Landscape, Power, and Working-Class Communities*, Athens, University of Georgia Press, 2011.

Gill L., *A Century of Violence in a Red City: Popular Struggle, Counterinsurgency, and Human Rights in Colombia*, Durham, Duke University Press, 2016.

Grajales J., Vadot G., « Introduction. Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif », *Politix*, 2020, vol. 4, n°132, pp. 7-21.

Lebeau-pin-Salamon L., « Continuer l'extraction à tout prix. Répertoires d'action entrepreneuriale pour neutraliser la critique dans le Minas Gerais (Brésil) », *Écologie & politique*, 2024, vol. 1, n°68, pp. 25-43.

Soul J., « International Unions as a sphere of working class (re)organization: anthropological insights into Latin American Steel Workers », in Kasmir S., Gill L. (eds), *The Routledge Handbook of the Anthropology of Labor*, Routledge, 2022, pp. 131-143.

Soul J., « Workers and Transnational Unionism in a Latin American Steel Corporation », in Strümpell C., Hoffman M. (eds), *Industrial Labour in an Unequal World. Ethnographic Perspectives on Uneven and Combined Development*, Berlin, De Gruyter Editions, 2023.

Rouxel P., Yon K., « Engagements au travail et capitalisme transnational », *Cultures & Conflits* [En ligne], n°130, 2023, URL : <http://journals.openedition.org/conflits/24772>

Rouxel P., Yon K., « Ce qu'une multinationale « citoyenne » fait aux citoyens », *Cultures & Conflits* n°130, 2023, URL : <http://journals.openedition.org/conflits/24851>

Ventrici P., Rodriguez Miglio M., Pinazo G., Bosisio W. (eds), *El trabajo y las empresas multinacionales hoy. Economía, relaciones laborales y conflictividad*, Los Polvorines, Ediciones UNGS, 2018.